

« Comme nos aïeux indigènes l'avaient promis, nous sommes aujourd'hui des millions à transformer le pays »

En Bolivie, les mouvements sociaux sont les interlocuteurs de la société civile face à l'Etat. Dans l'ensemble de l'Amérique latine ces mouvements luttent pour des transformations attendues depuis si longtemps. Ces luttes sociales ont fait beaucoup pour la démocratie, comme par exemple la *Centrale Ouvrière Bolivienne* pendant les dictatures militaires. La lutte anti-coloniale des nos aïeux nous a légué une tradition de résistance opiniâtre contre l'invasion et contre l'oppression : que l'on songe à Tupac Katari et tous ces aînés qui ont été les premiers à s'être battus pour nos ressources naturelles, ou comme on dit dans le *Mouvement Paysan Indigène*, pour la terre et le territoire. Le *Mouvement Indigène* a depuis toujours été à la tête de ces revendications. Tupac Katari avait affirmé avant d'être écartelé en 1871 : « *je meurs, mais je reviendrai, et je serai des millions* ». Après avoir obtenu en 2005 plus d'un million de votes et après en avoir obtenu plus de deux millions pour approuver la Constitution Politique de l'Etat, je peux dire que Tupac Katari a tenu sa promesse, car nous sommes aujourd'hui des millions pour garantir une profonde transformation de notre pays.

Mais il ne s'agit pas seulement des luttes des indigènes. Les guerres d'indépendance ont été marquées par de grandes insurrections en coordination directe avec des métis : les luttes de Juana Azurduy de Padilla, de Moto Mendez, de Simon Bolivar, de José Antonio Sucre; et après la République, la lutte de Marcelo Quiroga Santa Cruz par exemple pour la nationalisation; après la guerre de Chaco, celle des militaires patriotes qui ont été les premiers à avoir nationalisé les hydrocarbures et le pétrole, acte de naissance du nationalisme militaire dans l'Armée Bolivienne.

Toutes ces luttes continuent aujourd'hui, s'opposant à des groupes qui n'acceptent pas les transformations en cours et qui ne veulent pas l'égalité, la dignité, et la justice.

Un « gouvernement du mouvement social »

Nous pouvons dire que notre gouvernement est aujourd'hui un gouvernement des mouvements sociaux, car les soldats de cette révolution démocratique et culturelle sont massivement issus des rangs du *Mouvement Paysan Indigène*, alors qu'heureusement les membres de la *Centrale Ouvrière Bolivienne* et d'autres forces sociales se rallient aujourd'hui à cette transformation pacifique et culturelle.

Il existait auparavant une multitude de luttes sociales, de marches à partir de grandes villes boliviennes revendiquant des transformations profondes. Mais ces mobilisations n'ont pas été suffisantes, car les accords obtenus n'ont jamais été respectés. Je me rappelle l'une de ces marches historiques, celle de Chapare (1994), une « marche fantôme » selon les ministres, car leurs avions étaient incapables de nous repérer sur ces chemins sauvages que nous préférons aux grandes routes en raison des tensions et des répressions. Nous sommes pourtant arrivés des milliers à La Paz où certains camarades ont été détenus et libérés par la suite grâce à la lutte du peuple. Après cette grande marche de septembre

1994, nous avons obtenu un accord pour discuter de la dépénalisation de la feuille de Coca, pour l'acceptation des droits des peuples indigènes et pour la défense de la terre et du territoire.

Au mois de décembre, l'accord n'était pas encore appliqué. Nous avons alors lancé une campagne nationale avec nos principales organisations militantes, différentes entités paysannes et syndicales, comme la CSUTCB[1], la *Confédération des Colonisateurs de Bolivie*, composée par des indiens quechuas et aymaras qui se battent pour l'obtention des terres et enfin les *Bartolinas* qui est la grande organisation des femmes paysannes et indigènes. Avec ces organisations, nous avons revu l'accord signé au mois de septembre, dont aucun des points n'avait été respecté. Nous avons réalisé que la seule mobilisation syndicale, les marches, ne permettent pas d'obtenir la satisfaction de nos revendications. « *Par les marches on ne gagne que du papier* » : de ce constat nous avons conclu que la seule manière de faire appliquer nos revendications était de devenir un pouvoir politique. Il nous fallait construire un instrument politique de libération et nous avons donc décidé d'en finir avec le système politique en place.

Cela n'a pas été évident. Je me rappelle au début de mon engagement syndical, quand un de nos dirigeants exposait au gouvernement la nécessité de réformes profondes et structurelles, le ministre ou le vice-ministre répondait : « *vous êtes en train de faire de la politique, vous n'avez pas le droit de faire de la politique, votre politique c'est la « hache » et la « machette* ».

Quelques années auparavant, en 1985, l'ADN[2] progressait dans les centres miniers et le MNR[3] dans la campagne. Ni l'un ni l'autre ne rassemblait plus de 50% des voix, mais ils se sont réunis sous l'*Alliance Patriotique*, qui a finalement avalisé le renvoi massif de travailleurs miniers, dont plus de 30 000 se sont retrouvés au chômage. A partir de là, les privatisations et le saccage de nos ressources naturelles s'est mis en place et tout cela avec les votes du peuple. Nous avons compris par la suite que notre politique ne peut pas se réduire à « la hache » et à la « machette » et comme n'importe quel citoyen nous avons le droit de faire de la politique. Nous avons décidé donc de passer d'une lutte sociale et syndicale, à une lutte électorale, à la construction d'un instrument politique, qui est aujourd'hui le *Mouvement vers le Socialisme* (MAS).

« **Le MAS est le résultat d'autant d'années de luttes** »

Pour parler des origines du MAS, il faut rappeler que le gouvernement des Etats-Unis finançait la *Cour Nationale Electorale Bolivienne* sous condition qu'elle ne reconnaisse pas la légalité des partis politiques directement issus des mouvements sociaux, l'ASP[4] d'abord puis l'*Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples* (IPSP). Autrement dit, nous n'étions pas reconnus avant de prendre le pouvoir et nous sommes devenus le gouvernement grâce au MAS. Au début le MAS était un parti sans militant, c'était un groupement d'entités syndicales. Nous avons commencé à militer en tant que membres du MAS jusqu'à nous l'approprier, en dépit des pressions du gouvernement américain de ne pas reconnaître ce mouvement politique né du mouvement social.

C'est la première fois dans l'histoire de la Bolivie qu'un parti prônant une politique anti-néolibérale, anti-coloniale et anti-impérialiste naît du *Mouvement Paysan Indigène*. Les partis de gauche traditionnels étaient toujours le fait d'intellectuels et de politiciens, qui sous couvert de construire « le parti du peuple » s'organisaient et rédigeaient leur

programme sans sa participation. Or, notre mouvement politique est réellement l'émanation de ces innombrables marches, de tous ceux qui sont morts durant autant d'années de luttes, des 180 ans de vie républicaine. Fondamentalement, ces vingt dernières années de résistances aux politiques néo-libérales ont construit le mouvement social des plus démunis de mon pays.

Une fois notre mouvement politique construit, nous avons dû surmonter, partout, d'immenses difficultés. Dans certaines régions, des camarades des mouvements paysans ne voulaient pas des professionnels politiques. J'ai dû expliquer inlassablement que la coordination entre conscience sociale et capacités professionnelles et intellectuelles était nécessaire. Nous avons fini par convaincre, cela a fait partie du processus et nous avons avancé petit à petit.

En 1995, nous nous sommes présentés pour la première fois aux élections municipales et nous avons gagné plusieurs mairies, à Cochabamba et à Chapala. Au début c'était compliqué car nos dirigeants syndicaux ne voulaient pas devenir maires mais rester en tant que dirigeants des fédérations. A ce moment c'était plus important pour nous de diriger les syndicats que d'être maires ou députés.

En 1997, nous avons participé aux élections nationales sous le nom de *Izquierda Unida*, qui était crédité de 0,9% dans les sondages. Pourtant nous avons obtenu presque 4% et quatre députés.

En 2002, je me suis présenté par la première fois comme candidat à la présidentielle. Les enquêtes d'opinion nous prédisaient 7%, tandis que d'autres partis politiques comme *Bolivia Libre* ou le *MNR* étaient donnés à 35%. Résultat : les cinq partis en tête nous ont battus avec moins de 1% d'écart. J'étais surpris, je ne m'attendais pas à ces résultats et j'ai eu peur en tant que candidat à la présidence car nous n'avions pas encore de programme de gouvernement. Notre programme était comme celui de n'importe quelle organisation syndicale. Légalement, je pouvais devenir président si le Parlement décidait de me nommer car nous avons obtenu la deuxième place. Dans notre esprit, nous avons gagné les élections en 2002, bien qu'on nous les ait volées, car l'ambassadeur des Etats-Unis, Manuel Rochas, avait négocié avec les dirigeants politiques du *BL* et du *MNR*.

A ce moment, nous n'avions pas de programme de gouvernement ni réfléchi à de possibles ministres. Par exemple, nous avons obtenu deux sièges de Sénateurs dans deux départements sans en avoir présenté de candidat. Voilà l'histoire de ce mouvement politique qui se constituait au même temps que la conscience du peuple bolivien s'affirmait dans la lutte pour la réappropriation de nos ressources naturelles.

Les élections de 2005 arrivent à la suite de toutes ces années de lutte. Mais cette fois-ci, nous nous étions préparés pour les gagner. La droite avait commis des erreurs politiques qui ont favorisé une prise de conscience majeure du peuple bolivien. En 2002 par exemple j'ai été expulsé du Parlement parce que j'avais dit qu'il était « *la première mafia de l'Etat* ». Et je leur ai dit encore: « *vous m'expulsez, mais aux prochaines élections, je reviendrai avec 30 ou 40 parlementaires.* »

« C'est la force sociale qui résiste au racisme envers les peuples indigènes »

Ce que je veux que vous compreniez, c'est que le processus révolutionnaire démocratique

qu'on est en train de vivre en Bolivie, n'est pas dû à Evo Morales, mais à la lutte des mouvements sociaux, des secteurs les plus discriminés de l'histoire bolivienne, comme l'est le *Mouvement Paysan Indigène*. Ce mouvement a été toujours très combattu, même par les politiques européennes qui ont tout fait pour en finir avec lui et aujourd'hui dans certains pays de l'Amérique latine il ne reste plus de peuples indigènes, malgré la résistance de nos aïeux à cette oppression.

Le racisme envers les indigènes a été en général très fort, dans certaines revues on pouvait lire des propos comme : « *si nous voulions, nous pourrions faire marcher ces indiens comme des animaux* ». Un autre exemple, en 1994, il est apparu dans le journal bolivien *El Deber* une caricature représentant un bonhomme avec un gros ventre, des plumes sur la tête, couvert des feuilles de coca en bas du ventre, qui s'appelait « *l'indien rebelle Evo Morales* » et la légende disait: « *il faudrait tuer celui-là* ». Imaginez-vous le racisme qui existe en Bolivie pour que certains puissent tenir des propos pareils. Les forces sociales résistent à cette politique raciste, car elle existe encore, et quand nous revendiquons les luttes du *Mouvement Paysan Indigène* et menons des transformations profondes par le vote du peuple, on nous traite, nous, de racistes.

« Aujourd'hui, nous avons décidé de refonder la Bolivie avec la participation du peuple bolivien »

C'est la première fois que le peuple bolivien a le droit de changer et d'écrire sa propre constitution. Il y a eu au moins 18 constitutions depuis la fondation de la Bolivie en 1824, mais seuls les partis libéraux, puis néo-libéraux se sont permis de la modifier sans la participation d'aucun secteur populaire. Aujourd'hui, nous avons décidé de refonder la Bolivie mais avec la participation du peuple bolivien

Il est très important de suivre ce processus de libération qui est une transformation profonde, accompagnée par le peuple. Lors du référendum constitutionnel les secteurs les plus racistes ont tout fait pour que cette nouvelle constitution ne soit pas approuvée, en défendant principalement l'autonomie des territoires les plus riches, la *capitalia* et la propriété privée. La propriété privée ainsi que l'autonomie sont garanties par la Nouvelle Constitution, mais sous une autre forme que celle voulue par la classe dominante. Les votes obtenus sont le résultat d'une forte conscience et de la confiance du peuple envers le nouveau gouvernement. Bien que la classe dominante n'a reculé devant rien pour me faire partir du pouvoir, le référendum constitutionnel a été approuvé par 67% de votes. Alors, ils ont osé un coup d'Etat civil, mais ils ont échoué. Il y avait des conspirateurs externes, comme l'était l'ambassadeur des Etats Unis, mais depuis que je l'ai fait expulser les conspirations ont perdu de leur force et la droite bolivienne sa tête.

Nous avons entamé alors une lutte anti-coloniale, anti-néolibérale et anti-impérialiste, parce que c'est la lutte historique menée par nos peuples. Ce que vous avez fait ici avec la Révolution Française, nous sommes en train de le faire maintenant en Bolivie, mais en démocratie.

La Nouvelle Constitution Politique de l'Etat Bolivien concrétise la lutte de nos ancêtres : l'eau, l'électricité, les télécommunications sont des services élémentaires publics et ne peuvent être privatisés, il s'agit de droits humains. C'est la première fois que les services basiques sont déclarés en tant que droit humain dans une constitution en Amérique latine.

Tous les droits des hommes et des femmes et principalement ceux des femmes, sont garantis par la Nouvelle Constitution. En outre, nous avons fixé le droit de vote de tous les citoyens boliviens habitant à l'étranger.

« Nous sommes une nation pacifiste »

Lors de mon service militaire en 1978, on me disait qu'aucun militaire étranger en tenue et armé, n'avait le droit de circuler dans le territoire bolivien. En 1988, j'ai vu à Chapala des militaires américains de la *DEA*, armés, commandant les forces armées et la police nationale, et qui participaient à la répression. Je l'ai vu de mes propres yeux ; ils avaient même installé une base militaire à Chimoré ; les anciens présidents boliviens devaient demander l'autorisation à l'ambassade américaine pour y faire atterrir leurs avions. Aujourd'hui la situation est tout autre et pour la première fois dans l'histoire bolivienne, un principe constitutionnel établit qu'aucune base militaire étrangère n'est autorisée dans le territoire national.

En outre, l'Etat bolivien ne peut déclarer la guerre à aucun pays voisin, constitutionnellement nous sommes des pacifistes ; ce que ne veut pas dire que le pays ne peut pas se défendre face à une éventuelle attaque. Dans les guerres, seules les multinationales et les grandes industries d'armes gagnent, les peuples jamais.

Par l'influence de l'oligarchie de Santa Cruz, notre projet constitutionnel a été combattu dès le début, par des humiliations envers mes frères et camarades. Toutefois, le « oui » au référendum l'a emporté même dans cette région, car si l'oligarchie est un groupe puissant, elle n'est pas le peuple.

Moi, je crois aux forces sociales, à celles du monde entier, car elles sont les puissances motrices qui changent l'histoire, qui changent des politiques, des programmes, et en Amérique latine, qui changent des présidents. On pariait même pour savoir quel mouvement paysan d'Amérique Latine serait le premier à faire tomber des présidents, car la plupart des gouvernements d'Amérique latine mènent des politiques néo-libérales, de saccage permanent, de privatisation des entreprises et des services publics. Nous travaillons ensemble pour tout changer en démocratie, car nous défendons le droit à la vie, à la justice, à la souveraineté.

Même si le référendum constitutionnel est globalement passé avec un 61% , les points de la Constitution qui concernent la limitation de la propriété de la terre ont remporté plus de 80% de suffrages positifs dans les 9 départements, parce que par le vote du peuple, nous sommes en train d'éliminer le latifundium en Bolivie.

Plus du 90% des médias appartiennent aux terriens et aux grands patrons. Et ces derniers temps les chefs de l'Eglise catholique se sont joints au boycott de la Nouvelle Constitution. Il ont diffusé des affiches qui disaient : « *OUI à Dieu, NON à la Nouvelle Constitution* » , dans ce sens le « Oui » serait le diable, Evo Morales . Quand le OUI a la Nouvelle Constitution a gagné, j'ai dit « *Dieu a perdu, que deviendra alors la coupole de l'Eglise Catholique de la Bolivie ?* ». Mais je dois reconnaître pourtant la lutte de certains prêtres qui travaillent dans les campagnes et qui ont soutenu le « oui » à la Nouvelle Constitution.

« La Bolivie, cette terre-mère si riche et ses enfants si pauvres »

Moi, je n'ai pas eu l'opportunité d'étudier à l'université, où tous les politologues se préparent pour devenir les futurs présidents de leurs pays. Même pour devenir syndicaliste j'ai du passer des ateliers de formation, pour devenir président : rien. Je me sens encore président à moitié, pourtant, je comprends davantage la situation économique et sociale de la Bolivie et je suis sûr de la richesse de ses ressources naturelles. Voilà la Bolivie, la terre-mère qui possède autant de richesses, et son peuple, autant de pauvreté, cela est inadmissible.

La Bolivie possède 15 000 km² des sols avec toutes formes de lithium. Le fer, dans l'orient bolivien, le pétrole qui coule dans notre terre, ou encore l'énergie électrique qui peut se produire en Bolivie. Par l'exploitation de toutes ces ressources naturelles, la Bolivie aura un grand avenir .

En outre, nous sommes en train de d'organiser l'*UNASUR* (Unité Sud-américaine) Grâce à la coopération d'autres pays de l'Amérique latine, comme le Chili, le Brésil et le Venezuela, et de la même manière que l'Europe a son Parlement, l'Amérique latine aura le sien qui siègera à Cochabamba. La planification du développement de toute l'Amérique Latine débutera à la tenue de ce Parlement.

La Bolivie et l'ensemble de l'Amérique du Sud ne donnent pas seulement de l'espoir à l'Amérique latine mais au monde entier, car nous possédons des réserves naturelles et écologiques. Mais plus encore, nous sommes une réserve éthique et morale, car quelque chose de très important a été inclut dans la Nouvelle Constitution Bolivienne : *ama sua, ama quella, ama llulla* [5], car la corruption, le despotisme et la bureaucratie sont des caractéristiques d'un état colonial et c'est pour cette raison que nous luttons pour la décolonisation.

A tous ceux à qui le sujet indigène dérange, je veux leur dire qu'on est tous des originaires, seulement qui a des « originaires » millénaires très pauvres et des « originaires » contemporains, peu nombreux, mais très riches et avec la Nouvelle Constitution, nous cherchons l'équilibre et l'égalité de tous ces « originaires » qui habitent cette terre-mère qui est la Bolivie.

Traduction et retranscription Bettina Ghio. Photographies Naima Di Piero.

[1] Confédération Sindical Unica de Trabajadores Campesinos de Bolivia

[2] Accion Democratica Nacionalista.

[3] Movimiento Nacionalista Revolucionario.

[4] Assemblée pour la Souveraineté des Peuples.

[5] Devise de l'empire Inca signifiant « ne pas voler, ne pas presser, ne pas mentir »

Un discours d'Evo Morales : "Nous sommes une réserve éthique et morale" **redaction**
<https://www.contretemps.eu>
parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.